

Le pouvoir aux travailleurs

22 MARS 1997

N° 43

PRIX: 100 F

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)
Pour la construction du parti de la classe ouvrière

SOMMAIRE	PAGES
<u>EDITORIAL:</u>	
- DE SANGLANTES ET NUISIBLES STUPIDITES ..	2 - 3
- MARCHE DE TREICHVILLE REDUIT EN CENDRES: UN DRAME DONT LES AUTORITES SONT RESPONSABLE	4 - 5
- CARENA: LES TRAVAILLEURS DISENT NON ! ..	5 - 6
- LA LOI AU SERVICE DES RICHES	6 - 8
- KONG: DES POLITICIENS BOURGEOIS ET LES JOURNALISTES A LEUR SERVICE APPELLENT AU MEURTRE	8 - 10
- UN RICHE DIT AUX PAUVRES D'EPARGNER ! VOILA UNE PLAISANTERIE QUI POURRAIT BIEN LUI RESTER EN TRAVERS DE LA GORGE !	10 - 11
- ZAIRE: MOBUTU OU KABILA, C'EST PAREIL POUR LES MASSES PAUVRES!	12 - 13
- LA CHINE A L'HEURE DE L'APRES DENG	13 - 15

DE SANGLANTES ET NUISIBLES STUPIDITES

Nous ne pouvons éprouver qu'un sentiment d'horreur et de colère devant cette vague de violences, de tortures et d'assassinats, qui a pour prétexte la prétendue "disparition de sexes".

Horreur et colère devant la stupidité du prétexte. Qu'aujourd'hui, à la fin de ce vingtième siècle, celui où l'homme a commencé à conquérir l'espace, mis les pieds sur la lune; où la science, les techniques, la connaissance ont fait des progrès extraordinaires; que dans ce siècle on puisse croire à de telles balivernes et que cette croyance prenne par moment une ampleur de masse et se transforme en pogrome, montre à quel point l'humanité est maintenue dans l'ignorance et la barbarie pour ce qui est de sa vie sociale.

Horreur et colère, aussi, parce que les hommes accusés de "faire disparaître des sexes" puis torturés, battus, mutilés ou tués; ceux dont les maisons et les étalages ont été détruits et pillés, sont en général des travailleurs, des petits vendeurs, des chômeurs, des bana bana originaires du Niger, du Nigéria, du Mali. À la stupidité du prétexte s'ajoute l'ignominie qui consiste à dresser des pauvres à d'autres pauvres; ceux qui sont nés à l'intérieur des frontières artificielles de la Côte d'Ivoire à ceux de leurs frères et soeurs qui sont nés au-delà.

Ceux parmi les pauvres qui accordent si peu que ce soit du crédit à cette stupide rumeur de "disparition des sexes" que même un enfant de six ans ne devrait croire; ceux à plus forte raison qui approuvent les pogromes anti-immigrés auxquels ils servent de prétexte, ne sont pas seulement des imbéciles mais surtout, ils agissent contre eux-mêmes. Car si les exécutants de la violence se recrutent parmi les moins conscients des pauvres, ceux qui les encouragent de leur démagogie anti-immigrés et ceux surtout qui en profitent, sont les pires ennemis des classes populaires.

Face à la montée de la misère et son corollaire, l'insécurité, le banditisme, il est tellement plus commode pour les Pépé Paul, pour les Dibonan et autres démagogues au service des riches, de canaliser la colère des classes pauvres vers la superstition et au-delà, vers les voies sanglantes et sans issue de la haine entre peuples ou entre ethnies. Mais on a vu et on voit encore, au Libéria ou au Rwanda, ce que cette voie a de catastrophique pour les pauvres.

Il en est parmi les bourgeois libéraux ou parmi les intellectuels qui condamnent ces violences et cette superstition. Mais c'est trop facile de lever les bras d'impuissance. Car c'est tout de même la misère matérielle qui est le terreau de la misère morale. Et la misère matérielle de la majorité de la population n'est pas tombée du ciel: elle a pour cause l'exploitation forcée de la classe travailleuse

et elle a pour contrepartie l'enrichissement d'une petite minorité d'exploiteurs, ivoiriens ou étrangers (et nos politiciens spécialisés dans la démagogie anti-étrangère ne s'en prennent jamais aux exploiters étrangers, aux Bollorés ou autres Bouygues, mais seulement aux travailleurs étrangers). On n'entend jamais nos "libéraux" protester contre les salaires trop bas et la baisse du pouvoir d'achat qui a été récemment divisé par deux avec la dévaluation du CFA. On ne les entend jamais protester contre le fait que la majorité des prolétaires de ce pays soient condamnés au chômage et qu'un accident de travail, une maladie peut ruiner d'un seul coup même ceux qui ont du travail. On ne les entend pas protester lorsque la police ou les hommes de main du gouvernement chassent des trottoirs les petits vendeurs en les privant du seul et dérisoire gagne-pain qu'ils peuvent se donner.

Et dans un autre ordre d'idées, on ne les entend pas non plus protester contre le fait que la classe privilégiée et l'Etat, au lieu d'assurer une éducation digne de ce nom à la jeunesse des classes populaires, soutient et propage au contraire la superstition sous toutes ses formes, celles, institutionnalisées, des religions officielles, comme celles, informelles, de l'animisme ou des traditions surannées.

Demander à la classe riche qu'elle sorte les classes populaires de la misère matérielle ou morale, c'est demander du lait à un bouc.

Cette double tâche nous appartient, à nous les travailleurs. Voilà pourquoi le combat pour le progrès, contre l'obscurantisme est inséparable de la lutte pour notre émancipation sociale. On ne peut combattre pour le progrès, pour une vie sociale digne du XXI^e siècle qui commence, qu'en luttant pour le renversement du pouvoir de la bourgeoisie et de l'argent sur la société, qu'en luttant pour une société débarrassée de l'exploitation où les richesses et les instruments de production soient sous le contrôle de la collectivité et pas d'une minorité d'exploiteurs. Mais il est tout aussi vrai que la classe ouvrière ne pourra s'émanciper et émanciper toute la société que si elle est consciente. Et le combat contre les stupidités obscurantistes fait partie de la conscience.

Laisser propager dans nos rangs la superstition, les préjugés ethnistes ou "ivoirisants", c'est laisser nous affaiblir. Nous diviser en fonction de nos origines, c'est nous priver de notre principale force qui est le nombre.

Aux préjugés que la classe bourgeoise et ses serviteurs politiques nous offrent en guise de politique, nous devons opposer une politique qui représente nos intérêts collectifs de travailleurs et de pauvres. Les revendications concrètes, vitales, comme celle d'une augmentation générale des salaires, comme celle d'un travail pour tous avec un salaire correct, comme celle d'être protégés en cas de maladie ou de vieillesse, constituent des objectifs qui nous unissent et nous opposent collectivement à nos exploiters.

En nous unissant dans la lutte contre nos exploiters, nous n'avons que nos chaînes à perdre - y compris les chaînes de nos préjugés - et nous avons un monde à gagner.

**MARCHE DE TREICHVILLE
REDUIT EN CENDRES :**
**UN DRAME DONT LES AUTORITES
SONT RESPONSABLES**

Le vendredi 15 mars, le grand marché de Treichville était livré aux flammes. Et quand ce gigantesque feu a cessé de brûler, il ne restait plus que des cendres. Des milliers de tonnes de marchandises de toutes sortes, des centaines de millions de FCFA, dit-on, que certains commerçants auraient gardés au marché même, etc. Tout était parti en fumée! Que des ruines!

Devant une telle catastrophe, il est toujours difficile d'en donner une ampleur même approximative. Car comment peut-on évaluer ce qui permet à plusieurs milliers de petits commerçants et de vendeuses de vivre, eux et leurs familles? Tous ces sinistrés n'ont aujourd'hui que leurs yeux pour pleurer.

Car personne ne parle de les indemniser. La mairie qui faisait payer tous les jours, depuis des années, taxes, patentes et autres impôts à tous ces commerçants, découvre maintenant brusquement que ceux-ci n'étaient pas assurés et dit qu'elle n'a pas les moyens de les indemniser!

Le plus écoeurant est que les autorités cherchent à faire croire que les commerçants sont responsables de leurs propres malheurs. C'est le cas par exemple du ministre de l'Intérieur, Emile Constant Bombet qui, arrivé précipitamment sur le lieu du désastre, dit qu'"il faut qu'un tel malheur

arrive pour que les Ivoiriens comprennent qu'il faut prendre des précautions minimales. Ils sont tellement indisciplinés..."

L'incendie serait provoqué par un court-circuit dû à des "branchements anarchiques". Mais le fait que les autorités se dépêchent de dégager leur propre responsabilité montre bien qu'elles sont les principales responsables. Car s'il y avait, comme ces autorités l'affirment, un problème de "branchements anarchiques", qu'a fait la mairie (qui n'est séparée du marché que par une rue) pour y mettre de l'ordre? Ne relève-t-il pas de sa responsabilité de faire en sorte qu'il y ait un minimum de sécurité? A-t-elle vérifié que toutes les installations électriques effectuées par la CIE respectaient les normes de sécurité?

Il n'en est rien. Car selon un témoignage rapporté par Fraternité-Maternité (proche du gouvernement), l'incendie serait provoqué par "un court-circuit survenu sur un poteau électrique...Et puis, la première boutique collée au dit poteau a pris feu". Selon ce témoignage, il est clair que la CIE a une grande part de responsabilité dans cet incendie: elle ne vérifie pas ses installations, ne remplace pas à temps celles qui sont défectueuses. De plus, comment se fait-il qu'il n'y ait même

pas un système de sécurité pour couper le circuit électrique dans le cas d'un court-circuit?

Selon un autre témoignage, celui d'un des responsables des sapeurs-pompiers, "...Huit bouches d'incendies ont été prévues à la construction de ce marché. Vendredi, nous n'avons pu en découvrir que deux... Toutes les autres bouches d'incendies qui sont les sorties prévues pour les cas d'incendies justement, n'étaient plus accessibles..." Qui devait vérifier régulièrement si les "bouches d'incendies" étaient toujours opérationnelles ou pas? Les commerçants ou les autorités administratives, ne serait-ce qu'au niveau de la mairie?

Comme nous le voyons, les responsables de ce sinistre sont les autorités administratives et la CIE. Si celles-ci reconnaissent leur responsabilité, elles devraient logiquement indemniser tous les commerçants. Mais c'est justement pour éviter le paiement des indemnités que les autorités rejettent avec cynisme leur propre irresponsabilité sur les victimes.

Comme des larrons en foire, elles n'ont pas hésité à mettre la CIE hors de cause, soit pour

lui faire payer cela pour leur propre compte par la suite, soit pour éviter simplement d'être accusées par celle-ci à son tour.

Comme cela ne fait pas partie de leurs préoccupations, les autorités ont les moyens de faire des réalisations de prestige inutiles et ruineuses, mais ne voient pas la nécessité de doter les sapeurs pompiers de moyens suffisants pour faire face avec efficacité à ce genre d'incendie. Alors ceux-ci sont impuissants dans de pareils cas qui ne sont pas naturels et qui peuvent d'ailleurs être évités si les dirigeants faisaient preuve d'un peu plus de responsabilité. Mais ils n'ont tiré aucune leçon des incendies qui ont ravagé, dans un passé récent, notamment les marchés de Daloa, Bouaké et d'Ajamé.

"Gouverner, c'est prévoir". Mais étant donné que ceux qui nous dirigent ne prévoient rien pour nous épargner des sinistres qui n'ont rien de fatal et se moquent de nous en nous rendant responsables de leur propre incapacité, notre situation ne serait pas pire si nous nous prenions en charge nous-mêmes. Mais pour cela, il faudra d'abord commencer par les virer. Tous!

**CARENA :
LES TRAVAILLEURS DISENT NON !**

La Caréna appartient pour 50% au groupe Bolloré et 50% à ACH (Atelier et Chantier du Havre). Elle s'occupe des réparations et des entretiens des bateaux et emploie près de 400

travailleurs.

Leur colère était grande quand ceux-ci se sont aperçus que les expatriés étaient classés dans la catégorie

navale, bénéficiant des avantages des marins pendant que les "locaux" étaient classés dans la catégorie "mécanique et industrie".

Depuis, plusieurs grèves et arrêts de travail ont été déclenchés par les travailleurs de cette entreprise, pour revendiquer la même classification que les expatriés. A chaque fois, la direction promet de revoir cette classification, sinon les salaires des travailleurs eux-mêmes.

La direction de la Caréna, forte de l'appui du Conseil National du Patronat Ivoirien et du gouvernement, a décidé d'annoncer au syndicat "Dignité" qui représente les travailleurs que leur revendication ne peut aboutir. Et en contrepartie, elle propose d'examiner la possibilité éventuelle de donner une prime à certaines catégories de travailleurs, suivant leur métier. La direction a montré la fermeté et tenté une division entre les travailleurs en espérant ainsi affaiblir leur

détermination.

Mais cette annonce a provoqué l'effet inverse. Les travailleurs ont déclenché une grève avec occupation le 5 mars. Le 10 mars, la direction fait appel aux forces de l'ordre pour l'aider à évacuer les ateliers par la force et décide du même coup la fermeture de l'usine.

Le vendredi 14 mars, elle décide la réouverture de l'usine avec une forte présence de la police.

Quel que soit l'aboutissement de ce mouvement, les travailleurs ont eu pleinement raison de se mettre en grève pour réclamer ce qu'ils estiment être leur dû. Autrement ils seront les éternels laissés-pour-compte.

C'est aussi de cette façon que les travailleurs freineront les attaques constantes du patronat et du gouvernement qui mènent en permanence une lutte de classe contre eux pour diminuer leurs revenus et augmenter ceux du patronat.

LA LOI AU SERVICE DES RICHES

35 ouvriers journaliers de la société STPI (Société Technique de Plastique Injection) qui est située dans la Zone Industrielle de Koumassi, ont été "indexés comme les meneurs d'un arrêt de travail de 3 heures", considéré par l'employeur comme "illégal". Force de loi, le patron les a mis à la porte.

Comme à leur habitude, les riches savent appliquer les lois

quand celles-ci les arrangent et ils les ignorent royalement quand ce n'est pas le cas. Le patron de la STPI n'a pas fait exception.

En effet la STPI existe depuis 10 ans mais les ouvriers, toujours en qualité de journaliers, ne bénéficient d'aucun droit. D'ailleurs 10 ans après, la paye s'effectue toujours hebdomadairement. Il

existe pourtant des lois sur l'obligation d'embauche, au bout d'une certaine période, dans ce pays. Mais on le voit, cette loi, comme tant d'autres, est faite seulement pour remplir les pages du code de travail.

D'ailleurs, à la STPI, il en va de même des salaires et des horaires de travail. c'est au bon vouloir des patrons. Les travailleurs de nuit touchent par exemple le même salaire que ceux du jour, soit 2.000F.

Face à cette situation, les travailleurs avancent quelques revendications: un salaire de 2.530 F par jour travaillé et une prime pour les équipes de nuit avec un rappel de 10 ans; le paiement des salaires à la quinzaine au lieu de l'hebdomadaire; la possibilité de bénéficier d'un crédit en cas de maladie ou de décès.

Autant dire que les revendications des travailleurs sont en deçà de ce qui est exigé par la loi. Et c'est bien la preuve que la loi n'est pas faite pour contraindre à quoi que ce soit les riches.

Et le seul fait que les travailleurs aient osé dire halte à l'esclavagisme, n'a pas plu à ce riche qui n'a rien trouvé de mieux que licencier pour "faute lourde" certains travailleurs. D'ailleurs, on peut relever en passant que dès l'annonce de ce licenciement, les autres travailleurs ont marqué leur solidarité en déclenchant sur-le-champ un arrêt de travail. 27 autres "volontaires" ont rejoint le rang des exclus.

Face à cette situation, comme au temps colonial, le patron a recours à la police qui est maintenant constamment sur les lieux. Après tout, comme au

temps colonial, la police est bien là au service des riches.

On peut remarquer que le rôle joué par l'Inspection du travail n'est pas très différent de celui de la police. L'Inspection du travail joue les "conciliateurs". Cela consiste à faire avaler aux travailleurs toutes les saloperies du patron. Elle feint par exemple d'ignorer les renvois abusifs, l'absence de congés payés, l'absence d'embauche, le fait que les travailleurs ne soient même pas déclarés à la CNPS, etc.

Elle se contente de demander aux travailleurs d'accepter une proposition bidon du patron qui propose en tout et pour tout un rappel allant de 10.000F à un maximum de 40.000F, selon que l'ancienneté du travailleur va de 1 an à 4 ans, pour ce qui concerne les pertes accumulées sur le travail de nuit. Si l'on fait le calcul, ces 10.000F par an se ramènent à moins de 30F par jour et seulement sur une période de 4 ans. Tant pis pour ceux qui sont là depuis 10 ans ainsi que tous ceux qui ont été renvoyés depuis.

Concernant les revendications sur les salaires, comme pour tout le reste, apparemment l'Inspection du travail ne se sent même pas concernée. Le patron ne propose que la somme de 2.200F pour le travail de jour et 2.500F pour le travail de nuit.

Ce sont des centaines de milliers de travailleurs dans ce pays qui sont dans le même cas que ceux de la STPI. Ceux du bâtiment en sont un exemple. Et plus les affaires marchent, plus la situation des travailleurs s'aggrave.

Les riches sont organisés de plusieurs façons pour défendre leurs intérêts de classe. Ils ont des partis politiques; ils ont leurs syndicats; ils ont l'Etat avec toute sa force de répression à leur service.

L'Etat de la Côte d'Ivoire

se dit un "Etat de droit". C'est sans nul doute vrai pour ce qui concerne les riches. Quant aux travailleurs, ils sont de plus en plus démunis, de plus en plus pauvres, même quand ils ont un travail. L'Etat est là pour maintenir cet esclavage salarié.

**KONG:
DES POLITICIENS BOURGEOIS
ET LES JOURNALISTES A LEUR SERVICE
APPELLENT AU MEURTRE**

A écouter Gaoussou Ouattara, député-maire de la région de Kong et le journal "La Voie" du 12 mars, "Kong risque de s'embraser" dans un conflit entre "autochtones" et "allogènes" venus du Burkina. Ces derniers, nous apprend-on, sont plus nombreux dans la région que les "autochtones" et "ils font la loi".

"Que l'on sache que les paysans du Nord sont des Ivoiriens". C'est une phrase d'un politicien du PDCI de la région de Ferké. Elle traduit bien les difficultés ou l'impossibilité à faire la différence entre les populations des deux côtés de la frontière Ivoirio-Burkinabe. Cela se comprend d'autant mieux que le colonisateur français ne s'est pas embarrassé de savoir si les populations étaient les mêmes ou pas avant de procéder à ce découpage complètement artificiel. Et bien souvent d'ailleurs, ces découpages ont été faits dans le but de créer des conflits entre deux pays de création artificielle, au gré des intérêts des impérialistes, pour mieux asseoir leur domination.

Les responsables de la

région chiffrent à 21.000 le nombre de Lobis dans le "territoire du Kong", contre "15.000 autochtones".

Comment ces autorités font-elles la différence entre les Lobis venus de la région de Bouna et ceux venus du Burkina? Sans bien sûr oublier qu'il s'agit là d'un même peuple, bien souvent, d'ailleurs, nomade, qui vivait ainsi, dans toute cette région du nord, de part et d'autre de la frontière, bien avant que les colons ne tracent ces frontières!

Il est facile de reconnaître les Lobis venus de l'autre côté de la frontière, prétend Gaoussou, dans la mesure où ils n'ont "aucune pièce d'identité", aucune "carte consulaire". Ce genre d'arguments prête à sourire quand on sait que dans les régions frontalières à l'intérieur même de la Côte d'Ivoire, laissées à l'abandon, très peu de gens possèdent ne serait-ce qu'un semblant de papier d'identité.

Ce Gaoussou serait d'ailleurs bien embarrassé s'il

devait faire la différence entre les Ouattara de la région de Kong et les "40.000 Ouattara de la région de Bobodioulasso", parce qu'en matière de pièce d'identité, à part l'ex-premier ministre, son frère Gaoussou, député-maire, et leurs proches, bien peu doivent l'avoir de ce côté-ci comme de l'autre côté de la frontière, exactement comme les Lobis des deux côtés de la région. D'ailleurs, au nom de quoi ces populations doivent elles reconnaître cette frontière? Leur a-t-on demandé leur avis au moment de couper en deux, voire en trois ou en quatre, le territoire de leurs ancêtres?

Gaoussou Ouattara taxe les Lobis d'"étrangers" et ajoute qu'ils "ne participent pas au développement de Kong". Il demande que "...les pouvoirs publics interviennent le plus tôt possible afin d'éviter le pire".

Ce politicien tient un tel langage parce qu'un conflit a éclaté dans cette région entre éleveurs Peuhls et cultivateurs Lobis.

Tout le monde sait que partout en Afrique, depuis les temps ancestraux, là où il y a éleveurs et cultivateurs, il y a toujours des inévitables conflits. Et ces conflits sont réglés à l'amiable, entre les communautés. Et l'affaire s'en arrête là.

Les politiciens qu'ils soient du Front Republicain ou du PDCI, le savent bien. Mais il est de bon ton de mettre tous les maux sur les "étrangers", pour cacher le fait que c'est la crise économique et la politique des dirigeants qui sont bien à la base des difficultés que vivent les populations.

Ce Gaoussou fait bien rire quand il taxe les étrangers de ne pas participer au développement de la région, quand on sait que dans toute cette région il n'y a ni route, ni eau courante et encore moins l'électricité. Autant dire que la présence même d'un "pouvoir public" quelconque est quasi inexistante dans la plupart de ces villages.

Une région comme celle de Bouna, par exemple, vient seulement, il y a à peine 3 ou 4 ans, d'avoir une antenne...radio pour capter "radio Côte d'Ivoire". La population de la région était plus au courant de l'actualité à Ouagadougou que de ce qui se passait à Bondoukou, à 50 kilomètres de là.

Ceux que Gaoussou taxe "d'étrangers" apportent à coup sûr, sans commune mesure, beaucoup plus à toute cette région que ce que lui et son gouvernement n'ont apporté depuis les indépendances.

Le journal La Voie (proche du FPI) en date du 12 mars enfourche le même cheval que le politicien Gaoussou: "les populations de Kong...pensent que les étrangers, non seulement détruisent leur terre mais aussi les tuent...Le gouvernement doit réagir pour ne pas jouer les pompiers après".

En parlant des "étrangers" qui "tuent", le journal "La voie" fait référence à un conflit où il écrit lui-même que "dans un tohu-bohu, une jeune Kong aurait été tuée par un Lobi, nous a-t-on dit". Le journal "La Voie" avoue lui-même que c'est peut-être là une histoire toute inventée, exactement comme cette affaire du sexe qui disparaît. Ce qui ne l'empêche nullement de taxer les

"étrangers" de tueurs.

Mais même en admettant qu'un Lobi venu du Burkina aurait malencontreusement tué une jeune fille, c'est bien une façon bien caractéristique des politiciens bourgeois de mettre aujourd'hui un meurtre isolé sur le dos de toute une population d'étrangers.

La Voie écrit: "Quand il y a un dégât, un crime commis par eux, ils vont ailleurs... Un Peuhl ou un Lobi peut avoir trois ou quatre noms, nous a-t-on dit. Et les Lobis, grands consommateurs de dolo, ne tardent pas à tirer des coups de fusil sur les Peuhls ou les autochtones de Kong". Avec des "nous a-t-on dit", le journal La Voie se fait le porte-parole des gens qui trouvent leur intérêt à ce qu'un massacre d'étrangers se produise un peu partout en Côte d'Ivoire.

Il n'est pas étonnant que le journal "La Voie" écrit de telles choses. Comme le PDCI, il n'a rien d'autre à proposer à la

population qu'une politique visant à mettre tous les maux sur les "étrangers" et créer la division en creusant le fossé entre ceux-ci et les autochtones..

La réalité dans ces régions est en fait bien différente de ce qu'écrivent ou disent des politiciens bourgeois et les journalistes à leur service. Les instituteurs fraîchement envoyés d'Abidjan vers ces régions, qu'ils soient Ebrié, Bété, Baoulé ou Agni, eux, savent que quand la population de cette région parle "d'étrangers", c'est d'eux qu'il s'agit. Tout simplement parce qu'ils ne s'expriment pas dans la même langue, n'ont pas le même comportement et que leur accoutrement d'hommes venus d'Abidjan fait la différence. Ce qu'exprime bien la pensée de l'un de ces instituteurs qui disait: "vraiment, on se croirait à l'étranger, la Côte d'Ivoire a oublié cette région".

**UN RICHE DIT AUX PAUVRES D'ÉPARGNER !
VOILA UNE PLAISANTERIE QUI POURRAIT BIEN
LUI RESTER EN TRAVERS DE LA GORGE !**

Le 17 mars dernier, à l'occasion de l'ouverture des "Journées portes ouvertes sur le secteur financier et l'épargne", Bédié a tenu des propos sur la nécessité de l'épargne, qui constituent une véritable insulte et un mépris pour les pauvres.

En effet, il a osé dire qu'"on ne doit pas attendre d'être riche pour épargner et pour investir" et qu'"un homme

sensé pense au lendemain et renonce à vivre au jour le jour et encore moins à vivre au-dessus de ses moyens".

Tenir de tels propos devant une brochette des représentants des riches, voilà qui est tout à fait révélateur de l'état d'esprit des dirigeants et autres parasites qui s'engraissent sur le dos de la population. Des gens qui

prennent plusieurs fois par jour des repas de riche -généralement importés, qui ont plusieurs voitures haut-de-gamme à leurs dispositions, des villas luxueuses dans lesquelles de nombreux domestiques sont à leur service bien souvent aux frais de l'Etat. Des gens qui s'enrichissent en dormant ou en détournant des fonds publics dont ils mettent généralement une grosse partie dans des comptes à l'étranger et gaspillent l'autre partie dans des dépenses inutiles que Bédié appelle lui-même des "dépenses de prestige".

Des gens de cette espèce vivent dans un monde à part - celui des riches, coupé du monde des pauvres où ceux-ci essaient de survivre en faisant courageusement face aux nombreuses difficultés et souffrances quotidiennes.

Ces gens-là ne peuvent pas comprendre un travailleur qui a un salaire bas et qui doit faire vivre une famille nombreuse. Il y a aujourd'hui beaucoup d'enfants qui ne vont plus à l'école parce que leurs parents ne peuvent plus payer les frais de scolarité, beaucoup d'enfants qui sont obligés de travailler eux-mêmes pour se nourrir, parce que leurs parents sont au chômage ou tout simplement n'arrivent plus à assurer leur propre pitance. Chaque fin du mois est un véritable casse-tête pour les pauvres qui se demandent comment faire pour payer les loyers, les factures d'eau et d'électricité, sans parler de multiples crédits qui s'accumulent et dont ils attendent le moment de payer avec angoisse.

Quand toute l'existence d'un être humain se ramène à un combat quotidien pour assurer son pain et celui de sa famille, quand il a constamment peur de tomber

malade parce qu'il n'arrive pas à épargner de quoi se faire soigner dans ce genre de cas, traiter cette personne-là d'imprévoyante, de "vivre au-dessus de ses moyens", c'est au mieux parler de quelqu'un dont on ne sait rien de sa vie.

Et comment peut-il en être autrement? A l'image de toute la société qui est divisée en deux, une ville comme Abidjan est coupée en deux: d'un côté les quartiers huppés comme le Plateau et Cocody avec leurs hôtels luxueux et leurs beaux immeubles qui s'élancent vers le ciel, de l'autre les quartiers pauvres comme Adjamé et Abobo où les pauvres s'entassent dans leurs maisons étroites et sales, généralement séparées par des rues boueuses et mal éclairées.

Et entre les deux parties d'Abidjan, se dressent les camps de l'armée, de gendarmerie, de police et des CRS. Les riches se barricadent derrière une sorte de barrière infranchissable et ne veulent pas voir ce qui se passe dans l'autre Abidjan. Dans leurs bureaux climatisés, leurs représentants politiques prennent des décisions qui ne tiennent pas compte des conditions de vie des pauvres, rendant celles-ci de plus en plus difficiles.

Mais il arrive toujours un moment où il y aura une décision injuste ou une insulte de trop qui fera déborder le vase. Et la colère sourde des masses, leur haine contenue, leurs frustrations accumulées jusque-là pourraient bien exploser avec une telle force, une rare violence qu'elles emporteraient, tel un torrent, tout sur leur passage, y compris des dispositifs militaires apparemment imprenables.

**ZAIRE
MOBUTU OU KABILA, C'EST PAREIL
POUR LES MASSES PAUVRES!**

Mobutu, le dictateur sanguinaire du Zaïre, se trouve en difficulté devant l'offensive des rebelles dirigés par Laurent Kabila. Malgré la contre-attaque organisée par le pouvoir dans l'espoir de reprendre le terrain perdu, les rebelles continuent de progresser; ils contrôlent, semble-t-il, 20% du territoire, dans l'est. Des centaines de mercenaires officiellement achetés par Mobutu pour pallier la défaillance de son armée n'ont pas changé grand-chose à la situation.

L'armée du dictateur, devenue au fil des années une armée de brigands de grand chemin ne sachant que racketter la population, est complètement disloquée et donc incapable de défendre le régime. De plus les soldats du rang sont rarement payés. Et quand la paie tombe, c'est avec des billets de Zaïre qui ne valent presque rien. Par le passé, ces soldats ont manifesté dans les rues de la capitale pour exiger une augmentation de leurs soldes. Ils en ont profité pour se servir dans les grands magasins mais aussi chez des petites gens.

Mais Mobutu a fait la sourde oreille. Il préfère s'occuper de sa garde présidentielle (essentiellement composée, paraît-il, de gens de son ethnie), bien payée et mieux entretenue que l'armée nationale. Alors, quand le conflit a éclaté, une partie des soldats de cette armée délaissée a rallié avec armes et bagages le camp des rebelles de Kabila.

D'un côté, le régime affiche sa ferme volonté d'en finir avec la rébellion. Pour cela, il tue et torture les gens. Des villages soupçonnés de faire allégeance aux rebelles sont incendiés. Le 18 février dernier, la ville de Bukavu, capitale du Sud-Kivu aux mains des rebelles, a été bombardée à plusieurs reprises par l'aviation: 11 morts et plus de 30 blessés.

De l'autre, les rebelles utilisent les mêmes méthodes que le régime en place pour la conquête du pouvoir. Les villageois, les citadins fuient devant eux de peur d'être massacrés. Et dans les localités qui passent sous leur contrôle, ils sèment la terreur par leurs armes.

Dans ce conflit armé, une fois de plus, les principales victimes, ce sont les populations zaïroises et les réfugiés des pays voisins, notamment du Rwanda et du Burundi. Elles sont prises en otages, entre deux feux. Et personne ne peut pour le moment dire quand le conflit va cesser.

Qu'il y ait une solution négociée à la crise (l'ONU a élaboré un plan de paix, et Mandela parle de négociation entre les deux belligérants sous son égide en Afrique du Sud), ou que Kabila et ses hommes s'emparent du pouvoir, rien ne va changer au sort des populations.

Mobutu, bien sûr, est une ordure, un dictateur qui a pillé

les richesses du pays. Si son régime tombe, personne ne s'en plaindra. Mais Laurent Kabila qui se présente aujourd'hui en sauveur, ou tout autre politicien bourgeois, fût-il de l'opposition, ne sera pas mieux. Tous, Kabila aussi bien que les autres, cherchent sinon à prendre la place de Mobutu, du moins à discuter avec celui-ci pour se

hisser à la mangeoire gouvernementale.

Alors les masses déshéritées du Zaïre ne pourront s'en sortir que si elles luttent pour leur propre compte, de façon indépendante, contre tous les riches et les politiciens à leur solde.

LA CHINE A L'HEURE DE L'APRES DENG

Le dirigeant chinois Deng Xiao Ping est mort. La Chine est le pays le plus peuplé du monde: un milliard et demi d'habitants. Elle a presque la taille d'un continent, un continent sous-développé. Mais le sous-développement de la Chine ne date ni d'aujourd'hui ni de la période de Mao. Il remonte à l'époque coloniale, au pillage auquel se livrèrent les grandes puissances pendant près d'un siècle.

La révolution chinoise de 1949 mit un terme au dépeçage auquel se livraient les impérialistes par l'intermédiaire du pouvoir corrompu de Tchang Kai Tcheck. Le régime a adopté l'étiquette communiste, mais il était en réalité un régime nationaliste. Il voulait faire de la Chine une puissance industrielle soustraite au pillage et à l'humiliation des grandes puissances. Mao cherchait à collaborer avec les bourgeois "patriotes" et même avec les puissances impérialistes si celles-ci acceptaient bien de développer le pays. Mais ce sont les USA qui ont décrété un véritable blocus économique, contraignant Mao à se tourner

vers l'URSS et à copier sa façon de faire pour tenter de développer son pays dans un environnement hostile. C'est ainsi que l'Etat chinois a été amené à prendre en charge l'ensemble de l'économie du pays, à collectiviser, nationaliser à cause de la faiblesse de la bourgeoisie chinoise, et aussi du boycott imposé par les capitalistes occidentaux.

Pendant plus de 26 ans la bourgeoisie chinoise, sous la houlette de celui qui se proclamait le "grand timonier", était repliée sur elle-même. Par ailleurs, l'étranglement économique et financier de la Chine était accompagné de la surexploitation de la population, en particulier la paysannerie. Le cours actuel de l'ouverture chinoise vers l'extérieur a commencé du vivant même de Mao. Il est mort en 1976. Peu de temps avant son décès, il avait reçu Nixon, président des USA, en visite officielle à Peking.

A partir de cette date, l'embargo américain a été petit

à petit levé; les investissements et les crédits étrangers commencèrent. Les successeurs de Mao ont mis en place à partir de 1979 de nouvelles orientations économiques appelées "réformes". Depuis cette date, la Chine tente de nouveau un développement en liaison avec le marché mondial.

Les régions riches qui produisent davantage de produits exportables (coton, céréales, viande) ont été favorisées afin que l'agriculture soit davantage mécanisée. Cela entraîna une certaine disparité dans les régions. Parallèlement, les parcelles individuelles passèrent de 5 à 15%. Une véritable petite bourgeoisie agricole a pu émerger au-dessus de l'énorme majorité surexploitée. Dans l'industrie, un système de gestion similaire à celui des campagnes fut mis en place. L'Etat encouragea les investissements privés nationaux et internationaux.

Des Zones Economiques Spéciales (ZES) furent créées. Ce sont des sortes de zones franches où les capitalistes ont le droit d'échapper aux législations en vigueur. Les travailleurs y sont surexploités et touchent un salaire de misère équivalant à 10.000FCFA mensuels environ (dans les entreprises d'Etat, ils touchent le double). Les travailleurs doivent effectuer un travail de 15 heures par jour et souvent de 7 jours par semaine. Certaines ZES, telle celle de Shenzhen au sud du pays, sont entre les mains des galonnés de l'APL (Armée Populaire de Libération). La modernisation de l'armée qui faisait partie des quatre grands projets de Deng a fait qu'une partie de celle-ci a été invitée à se reconverter dans le secteur industriel. Certains militaires sont à la tête d'un véritable empire économique. Pour tous, nouveaux riches, notables,

chefs de la police et de l'armée, il s'agit de s'enrichir le plus rapidement possible par n'importe quel moyen.

Non seulement les autorités ferment les yeux, mais souvent elles les encouragent dans ce sens. La conséquence de cela, c'est qu'une grande partie de la population, dans les campagnes comme dans les villes, est laissée-pour-compte.

Parallèlement on voit l'émergence d'une bourgeoisie avide et corrompue comme avant la révolution de 1949. Au fil des ans et des réformes économiques les petits bourgeois s'enrichissent. Ils fréquentent les "Mac Do" (restaurants rapides américains) et autres "Pizza Hut" de Pékin et de Changai et leurs enfants s'habillent de vêtements de marques occidentales.

Avec l'arrivée de l'impérialisme, ce sont les tares du passé qui ressurgissent. Les boîtes de nuit refont leur apparition ainsi que les maisons de passe (pour l'instant cela s'appelle les bars Karaoke). A la vitesse où vont les choses, on n'est plus très loin de l'héroïne ou du crack, à moins que ces drogues ne soient déjà apparues.

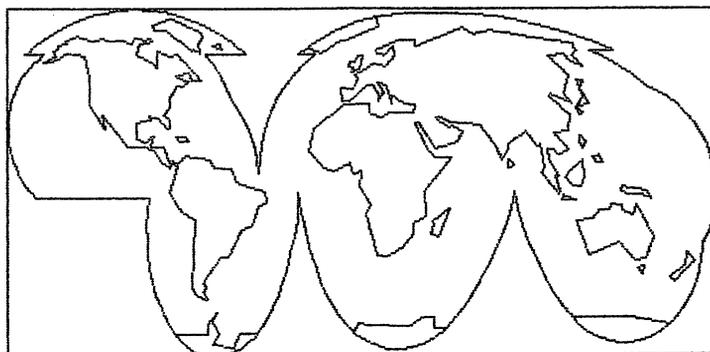
La Chine n'a jamais été communiste. Pendant plusieurs dizaines d'années, des intellectuels petits bourgeois des pays sous-développés s'inspiraient de ses slogans baptisés "anti-impérialistes" ou "progressistes".

Avec la main tendue à l'impérialisme, le verbiage anti-impérialiste des dirigeants chinois s'est éteint et avec lui tout espoir de "voie chinoise vers le socialisme". Le seul

avenir que l'ouverture au marché mondial et les investissements des capitalistes des pays riches pourront offrir à la Chine sera d'être un pays comme l'Inde, c'est-à-dire un pays peuplé mais sous-développé, avec des inégalités sociales profondes.

Le socialisme ou le communisme ne peut être que le produit d'une révolution dirigée par la classe ouvrière à l'échelle internationale. Celle que tous les travailleurs d'Asie, d'Afrique, d'Europe ou d'Amérique ont à préparer.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- oeuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.